



MAIRIE
D'URT
64240

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 10 avril 2024

PROCÈS-VERBAL

Nombre de conseillers :

- ✓ En exercice : 14
- ✓ Présents : 09

Convocation du 04/04/2024

Affichée le 05/04/2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la Mairie, le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du Mme Nathalie MARTIAL ETCHEGORRY, Maire d'URT.

PRÉSENTS : M. DEKIMPE Thierry, Mme HIRABOURE Corinne, Mme LATAILLADE Yolande, M. LENERT Bernard, Mme MARTIAL ETCHEGORRY Nathalie, M. PETRISSANS Pierre, M. RECALDE Christophe, M. RELIER Dominique, Mme ROUPIE Stéphanie.

PROCURATIONS : M. DARRAMBIDE Fabrice donne pouvoir à M. RELIER Dominique, Mme DOYHENARD Julie donne pouvoir à M. LENERT Bernard, M. FOURTIC Bruno donne pouvoir à Mme MARTIAL ETCHEGORRY Nathalie, Mme GARONNE Laurence donne pouvoir à M. RECALDE Christophe, M. LALANNE Pierre donne pouvoir à Mme LATAILLADE Yolande.

Madame le Maire constate que le quorum prévu à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales est atteint, et ouvre ainsi la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance, pris au sein du Conseil.

SECRETARE DE SEANCE : M. RELIER Dominique

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE

M. RELIER Dominique donne lecture des délibérations adoptées lors de la précédente séance du 27 mars 2024.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

ORDRE DU JOUR

INCHANGÉ.

DÉLIBÉRATIONS

N°2024-22 : TRAVAUX DE MAINTIEN DE LA VOIRIE COMMUNALE, DE REFECTION DE TROTTOIRS ET D'AMENAGEMENT DE SECURITE

Mme le Maire rappelle à l'assemblée que pour des raisons de sécurité des travaux de maintien de la voirie communale, de réfection de trottoirs et d'aménagement de sécurité ont été programmés sur l'année 2024 (chemin de Bellevue, chemin de Pio, rue du Chêne, chemin de Jouambet, chemin de Mauracin, chemin de Castets et route de Briscous/RD 223).

Elle propose de demander une subvention au Conseil Départemental dans le cadre des nouveaux dispositifs de solidarité territoriale.

Après avoir entendu Mme le Maire dans ses explications complémentaires et en avoir largement délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Décide la réalisation de travaux de maintien de la voirie communale, de réfection de trottoirs et d'aménagement de sécurité, programme 2024 (chemin de Bellevue, chemin de Pio, rue du Chêne, chemin de Jouambet, chemin de Mauracin, chemin de Castets et route de Briscous/RD 223),

Charge Mme le Maire de demander une subvention auprès du Conseil Départemental,

Autorise Mme le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2024-23 : EXTENSION ET AMENAGEMENT PAYSAGER DU CIMETIERE COMMUNAL

Mme le Maire rapporte à l'assemblée les termes de la délibération en date du 28 juin 2013 acceptant la cession d'un terrain de 3 000 m² à détacher des parcelles cadastrées section AC 108 et AI 27 et destiné à recevoir l'extension du cimetière d'Urt.

La collectivité va donc entreprendre des travaux d'extension et d'aménagement paysager de son cimetière afin de garantir un espace adapté pour les besoins de la Commune.

Mme le Maire fait lecture du projet d'extension selon les travaux de voirie (terrassément), de génie civil (maçonnerie), de pose d'équipements funéraires, d'aménagement des espaces verts et de fourniture de mobiliers divers.

Après avoir entendu Mme le Maire dans ses explications complémentaires et en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité des membres présents :

- **adopte** le projet d'extension et d'aménagement paysager du cimetière communal pour un montant total HT de 102 699.9 €,
- **approuve** le plan de financement des travaux du projet d'extension et d'aménagement paysager du cimetière communal selon les modalités suivantes :

DEPENSES	RECETTES
Coût prévisionnel de l'opération 102 699.9 €	Subvention DETR/DSIL 41 079.96 €
	Autofinancement 61 619.94 €

- **autorise** Mme le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire et à solliciter les services de l'Etat pour obtenir une subvention au titre de l'année 2024.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité

N°2024-24 : CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS D'ADJOINT D'ANIMATION (Accroissement saisonnier d'activité)

Mme le Maire rappelle à l'assemblée les besoins de saisonniers pour assurer les missions d'animation à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement lors des vacances d'avril 2024.

Elle propose au Conseil Municipal la création de 4 emplois non permanents d'adjoint d'animation à temps complet pour assurer les fonctions d'animateur polyvalent.

Les quatre emplois seraient créés pour la période du 13 avril au 27 avril 2024.

La durée hebdomadaire moyenne de travail de chaque emploi serait respectivement fixée à 35h.

Ces emplois appartiennent à la catégorie C.

Les emplois seraient pourvus par le recrutement d'agents contractuels en application des dispositions de l'article L.332-23 2° du Code général de la fonction publique qui permet le recrutement d'agent contractuel pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale cumulée de 6 mois par période de 12 mois.

Chaque emploi pourrait être doté du traitement afférent à l'indice brut 367.

Après avoir entendu Mme le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DECIDE** : - la création de quatre emplois non permanents à temps complet d'adjoint d'animation pour la période du 13 avril au 27 avril 2024 représentant 35h de travail par semaine en moyenne,

- chaque emploi sera doté du traitement afférent à l'indice brut 367,

- **AUTORISE** le Maire à signer les contrats de travail selon le modèle annexé à la présente délibération,

- **ADOpte** l'ensemble des propositions du Maire,

- **PRECISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2024-25 : ADHESION AU SERVICE COMMUN OBSERVATOIRE FISCAL PARTAGE PROPOSE PAR LA CAPB

La Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) a mis en œuvre un service commun « Observatoire fiscal partagé » à compter du 1er janvier 2024 avec les communes du territoire sous la forme d'une convention.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque a ainsi déployé une offre d'ingénierie auprès de ses communes membres, en matière de fiscalité directe locale et de dotations.

Cet observatoire fiscal partagé a vocation à accompagner les communes dans le domaine de la fiscalité directe locale en matière de suivi et de fiabilisation des bases d'imposition, d'aide à la décision et de veille concernant l'impact sur le niveau des ressources communales des évolutions législatives et réglementaires.

La mise en place, à compter de 2023, du nouveau réseau de proximité des finances publiques sur le territoire du Pays Basque a fait l'objet d'une charte entre la Direction départementale des finances publiques et la Communauté d'Agglomération Pays Basque qui intègre cette offre d'ingénierie mise en œuvre dans le domaine de la fiscalité locale.

Mme le Maire fait lecture de la convention réglant les effets de l'adhésion au service commun observatoire fiscal partagé.

Après avoir entendu Mme le Maire dans ses explications complémentaires et en avoir délibéré, le conseil

municipal, à la majorité des membres présents :

décide l'adhésion au service commun observatoire fiscal partagé,

autorise le Maire à signer la convention ci-annexée avec la CAPB.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2024-26 : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU RLPI

Par délibération du 19 décembre 2020, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Pays basque a prescrit l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal Pays basque (RLPI Pays basque) qui viendra adapter le Règlement national de publicité en vigueur (articles L 581-1 et suivants et R 581-1 et suivants du Code de l'environnement) aux spécificités du territoire de la CAPB.

Ce document, outil de protection du paysage et du cadre de vie, a pour objet d'encadrer les conditions d'installation des publicités, enseignes et pré-enseignes (emplacements, surfaces, caractère lumineux, nombre de ces dispositifs...) sur le territoire communautaire.

Les objectifs du RLPI Pays basque, définis dans la délibération d'engagement, sont les suivants :

- Proposer une politique cohérente à l'échelle du territoire communautaire,
- Identifier les espaces à valeur paysagère afin de les préserver des logiques d'implantation publicitaire,
- Intégrer les exigences environnementales et de développement durable,
- Affirmer l'équilibre entre protection du cadre de vie et développement économique local,
- Réglementer les nouveaux procédés en matière de publicité et d'enseignes,
- Adapter les règles nationales aux caractéristiques du territoire communautaire.

La procédure d'élaboration d'un RLPI est identique à celle d'un PLUI. Elle prévoit un engagement, un débat sur les orientations générales (objet de la présente délibération), un arrêt du projet, puis une approbation après consultation des Personnes publiques associées et enquête publique.

L'élaboration du RLPI Pays basque a débuté depuis le deuxième trimestre 2023. Le diagnostic a été finalisé. L'état des lieux de la présence publicitaire a été présenté aux communes du territoire, aux associations de défense de l'environnement et du cadre de vie, aux afficheurs, enseignistes et commerçants, ainsi qu'à toute personne intéressée dans le cadre d'ateliers et réunions publiques. Les conclusions sont les suivantes :

En matière de publicités et pré-enseignes :

Environ 380 dispositifs publicitaires ont été relevés sur propriétés privées. Ces dispositifs se situent majoritairement dans les communes de la côte et le long des axes routiers les plus empruntés (RD810, RD811, RD918, RD948, RD932, RD22). De grandes disparités existent entre les communes : Bayonne et Anglet sont les plus investies par la publicité, tandis que les communes situées en dehors de l'unité urbaine de Bayonne sont dénuées de toute publicité ou très peu investies (moins de 10 panneaux).

A l'échelle de tout le territoire, les dispositifs recensés sont majoritairement des dispositifs scellés au sol (plus de 80%), de grand format (75% avec affiche de 8 ou 12m²). La présence de publicités numériques est aujourd'hui anecdotique (3%), mais perçue comme particulièrement impactante dans le paysage.

Dans le cadre de contrats de mobilier urbain, des publicités sont également présentes sur mobilier urbain (abris voyageurs, mobiliers d'information...) à Anglet, Bayonne, Biarritz, Cambo-les-Bains, Ciboure, Hendaye, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pée-sur-Nivelle et Urrugne : les mobiliers urbains « publicitaires » sont parfois nombreux à l'échelle d'une commune.

Il est à noter que cet état des lieux publicitaire a été établi avant la mise en application du RLPI Côte Basque Adour (juillet 2024) couvrant les communes d'Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau, laquelle devrait entraîner la dépose de 70% des dispositifs publicitaires sur ces 5 communes qui concentrent à elles seules la moitié des panneaux relevés.

- **En matière d'enseignes :**

Les enseignes situées dans les centralités sont globalement bien intégrées dans leur environnement.

Les enseignes situées dans les abords des monuments historiques et en Site Patrimonial Remarquable sont particulièrement sobres. La qualité de celles situées dans les zones commerciales et d'activités, tout en étant très variable d'une zone à une autre, est moindre : des pistes d'amélioration sont identifiées.

Sur la base de ce diagnostic, complété par les travaux avec les communes du territoire et la concertation citoyenne (associations de défense de l'environnement et du cadre de vie, afficheurs, enseignants, commerçants, toute personne intéressée...), les 7 orientations générales du RLPi Pays basque (principes directeurs guidant l'écriture réglementaire du futur RLPi) ont été définies :

- 3 orientations répondent à une logique d'harmonisation des règles à l'échelle de tout le territoire : définition de principes communs applicables à toute publicité, enseigne ou préenseigne ;
- 4 orientations répondent à une logique de prise en compte de la diversité des ambiances paysagères du territoire : définition de règles propres à chaque secteur. Elles s'ajoutent aux principes communs.

Ces orientations seront présentées au Conseil communautaire de la CAPB du 15 juin 2024 et feront l'objet d'un débat.

Ce même débat peut avoir lieu devant les Conseils municipaux des communes mais n'est pas imposé. Conformément aux dispositions de l'article L 153-12 du Code de l'urbanisme, les débats devant les Conseils municipaux sont réputés tenus s'ils n'ont pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet.

Les orientations générales suivantes seront soumises au débat du Conseil communautaire et sont soumises ce jour au débat du Conseil municipal :

- **Orientation n°1 : Encadrer la présence des publicités et enseignes lumineuses pour limiter leur impact visuel et énergétique**

- Le RLPi fixera une obligation d'extinction des publicités et enseignes lumineuses. Concernant les publicités, une plage horaire d'extinction sera définie. Il en ira de même pour les enseignes, ou alors l'extinction pourrait être imposée dès la cessation de l'activité.

- Le RLPi traitera de manière spécifique les publicités et enseignes numériques, qui sont des dispositifs impactants. Leur installation sera fortement contrainte (surface, emplacements...).

- Comme le permet désormais la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, les publicités et enseignes lumineuses apposées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial seront encadrées par le RLPi, a minima quant à leur extinction nocturne et la limitation de leur surface (unitaire et/ou cumulée).

- **Orientation n°2 : Atténuer la prégnance visuelle des dispositifs publicitaires dans les paysages urbains et ruraux en réduisant leur nombre et leur surface**

- Sur tout le territoire, il est proposé que le RLPi, outre les règles de densité spécifiques qui seront édictées par zones, interdise l'installation de publicités côte-à-côte, qu'ils soient installés sur un mur ou au sol,

- Dans un souci d'égalité de traitement de tous les habitants du territoire, le RLPi poursuivra les efforts de restriction à l'installation de publicités déjà traduits dans les récents RLP(i), en particulier dans les secteurs principalement dédiés à l'habitat.

- **Orientation n°3 : Accroître la qualité des enseignes en respectant la diversité des activités et l'identité des communes**

Des principes communs seront édictés pour toute enseigne installée sur le territoire de la Communauté d'agglomération Pays basque, afin de garantir un standard minimum de bonne intégration des enseignes sur leur bâtiment support et dans leur environnement. Ces règles communes pourront porter sur le positionnement de l'enseigne, le nombre d'enseignes scellées au sol ou directement installées sur le sol, leur caractère lumineux etc.

- **Orientation n°4 : Protéger les espaces les plus sensibles du point de vue patrimonial et paysager**

Le territoire bénéficie d'un patrimoine bâti et naturel particulièrement riche, vecteur de son identité : monuments historiques, Sites Patrimoniaux Remarquables (Bayonne, Biarritz, Bidache, Boucau, Ciboure, Espelette,

Guéthary, La Bastide-Clairence, Saint Jean-de-Luz, Saint Jean Pied-de-Port), sites classés ou sites inscrits et autres lieux à haute valeur patrimoniale.

Il est proposé que le RLPi édicte des règles très restrictives à l'installation de publicités dans ces lieux sensibles du point de vue du paysage et du patrimoine (par exemple, uniquement en faveur des chevalets et de la publicité sur mobilier urbain, qui sont des formes de publicités directement contrôlées par les collectivités).

En matière d'enseignes, des règles particulièrement qualitatives, reprenant les prescriptions aujourd'hui appliquées par l'Architecte des Bâtiments de France dans les abords des monuments historiques ou les règles de certains RLP (exemple : le RLPi Côte Basque Adour) pourront être définies pour ces lieux.

- Orientation n°5 : Préserver les paysages du quotidien

Dans les espaces « habités » du territoire (centres-villes, secteurs résidentiels, centres-bourgs), le RLPi limitera le nombre et la surface des publicités afin d'aérer les paysages urbains. Il s'agit de dé-densifier la présence publicitaire et d'adapter les formats à des espaces où l'utilisateur est piéton, cycliste ou automobiliste roulant à faible allure.

Dans un souci d'égalité de traitement de tous les habitants, les différences de régimes juridiques entre les agglomérations appartenant à l'unité urbaine de Bayonne et les autres agglomérations seront atténuées. Ainsi, dans les secteurs d'habitat, certains types de publicités pourront être interdits ou fortement encadrés (publicité scellée au sol, publicité en toiture, publicité numérique).

En matière d'enseignes, le RLPi interdira les enseignes numériques, inadaptées en secteurs résidentiels. Il cherchera par ailleurs un équilibre entre qualité des enseignes et respect de la liberté d'expression des activités.

- Orientation n°6 : Réduire le nombre des publicités le long des axes routiers structurants

Les axes routiers les plus empruntés sont les lieux les plus propices à l'installation de publicité, créant de véritables situations de saturation et gênant la lisibilité des activités commerciales situées le long de ces routes. Cette situation se rencontre principalement dans les communes urbaines de la côte mais n'épargne pas les autres communes.

Outre l'interdiction de dispositifs « côte à côte », il est proposé que le RLPi maintienne le niveau de restriction défini par les récents RLP(i) du territoire, notamment par l'exigence d'un linéaire minimal de façade sur rue d'une unité foncière, pour permettre l'installation d'une publicité scellée au sol dans les agglomérations appartenant à l'unité urbaine de Bayonne. Ailleurs, les publicités murales seront admises, mais réduites en nombre (il est rappelé que, dans ces secteurs, la publicité scellée au sol est interdite par le Règlement national).

En matière d'enseignes, le RLPi définira des règles permettant d'améliorer la visibilité des activités situées le long des axes structurants (par exemple, en distinguant le format des publicités scellées au sol de celui des enseignes scellées au sol). Une recherche qualitative sera engagée.

- Orientation n°7 : Conserver des possibilités d'affichage encadrées (publicités et enseignes) dans les espaces à dominante d'activités

Dans les espaces de flux, éloignés des habitations, que constituent les zones d'activités économiques, la présence de publicités et d'enseignes plus manifestes dans leur expression pourrait être admise, étant noté que les règles locales resteraient plus restrictives que celles de la réglementation nationale et que l'objectif reste une homogénéisation et une amélioration qualitative des enseignes et des publicités.

Dans ces secteurs où plusieurs activités sont souvent exercées au sein d'un même bâtiment, le RLPi pourra édicter une obligation de regroupement sur une même enseigne scellée au sol par exemple.

Vu la loi n°2012-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L 581-14-1 qui prévoit que les Règlements locaux de publicité Intercommunaux sont élaborés, révisés ou modifiés conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L 153-12 présentant les modalités du débat sur les orientations générales du Règlement local de publicité Intercommunal ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2016-07-13-01 du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la CAPB du 19 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement local de publicité intercommunal Pays basque, définissant les objectifs, les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de concertation ;

Vu les orientations générales du Règlement Local de Publicité Intercommunal Pays basque présentées en séance telles que figurant dans la présente délibération ;

Considérant qu'il a été décidé de présenter ces orientations générales et de les soumettre au débat du Conseil municipal ;

Après cet exposé, les orientations générales du Règlement Local de Publicité Intercommunal Pays basque sont proposées au débat.

Le Conseil municipal :

- prend acte de la présentation des orientations générales du Règlement local de publicité intercommunal Pays basque, puis de la tenue en séance du débat sur ces orientations générales telles que formulées dans la présente délibération,
- Dit que la tenue du débat est formalisée par la présente délibération.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2024-27 : SUPPRESSION ET ALIENATION D'UNE PORTION DU CHEMIN RURAL DIT DE SANTON, D'UNE PORTION DU CHEMIN RURAL DIT DU TIATE, D'UNE PORTION DU CHEMIN RURAL DIT DE JOANIC

Mme le Maire expose que la portion du chemin rural dit de Santon, la portion du chemin rural dit du Tiate, la portion du chemin rural dit de Joanic, ne sont plus d'utilité pour la Commune.

Mme le Maire propose de les supprimer et de les aliéner au profit du propriétaire riverain pour les chemins dit de Santon et celui dit de Joanic, et au profit des propriétaires riverains pour le chemin de Tiate, après accomplissement de l'enquête publique.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Mme le Maire et après en avoir largement délibéré,

DECIDE le principe de la suppression et de l'aliénation d'une portion du chemin rural dit de Santon au profit du propriétaire riverain,

DECIDE le principe de la suppression et de l'aliénation d'une portion du chemin rural dit de Joanic au profit du propriétaire riverain,

DECIDE le principe de la suppression et de l'aliénation d'une portion du chemin rural dit de Tiate au profit des propriétaires riverains,

CHARGE Mme le Maire de procéder à toutes les formalités nécessaires à ces opérations et notamment de soumettre les projets à l'enquête publique.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et les membres du Conseil Municipal n'ayant plus de questions, Mme le Maire lève la séance à 21H00.

URT, le 3 juin 2024,

Le secrétaire,

M. RELIER Dominique



Le Maire,

Nathalie MARTIAL ETCHEGORRY

